



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le

14 MAI 2019

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

SPEI/SP/DREAL

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est,
Préfet de la Région Auvergne Rhône-Alpes,
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 octobre 1990 modifié par l'arrêté préfectoral du 1^{er} avril 2010 régissant le fonctionnement des activités de la société TAM dans son établissement situé ZI La Grange Cléard à TARARE ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 février 2010 instituant la mise en place d'une surveillance provisoire des substances dangereuses présentent dans les rejets de l'établissement ;

VU le rapport du 1^{er} avril 2019 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 4 avril 2019 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement et sa réponse en date du 26 avril 2019 ;

CONSIDERANT que lors de la visite sur les lieux le 6 septembre 2018, l'inspection des installations classées avait constaté que la société TAM :

- ne disposait pas de traitement de rejet des eaux usées industrielles ;
- ne possédait aucun moyen de confinement des eaux polluées d'extinction ;
- n'était pas en mesure de présenter des analyses récentes de ses rejets atmosphériques, alors qu'un contrôle devrait être effectué tous les ans ;

.../...

CONSIDERANT qu'à ce jour, la société TAM n'a toujours pas communiqué l'étude technico-économique RSDE malgré plusieurs relances ;

CONSIDERANT que la société TAM ne respecte pas les dispositions de l'article 5.2 de l'arrêté préfectoral du 17 février 2010 susvisé ;

CONSIDERANT que l'exploitation de ces installations dans des conditions irrégulières peut présenter des dangers et inconvénients pour l'environnement ;

CONSIDÉRANT, dans ces conditions, qu'il convient d'exiger de l'exploitant de respecter strictement les dispositions réglementaires rappelées ci-dessus ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement ;

SUR proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er

La société TAM, ZI La Grange Cléard à TARARE, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 5.2 de l'arrêté préfectoral du 17 février 2010 susvisé. L'exploitant doit transmettre à l'inspection l'étude technico-économique au titre de RSDE et fournir le programme de surveillance des polluants et substances rejetés dans les effluents aqueux dans un **délai de deux mois** à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2

Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Publicité (article R. 171-1 du Code de l'environnement)

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 4 : Délai et voie de recours (articles L 171-11 et L. 514-6 du Code de l'environnement)

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon : la requête peut être déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.


ARTICLE 5

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de Villefranche sur Saône
- au maire de TARARE,
- à l'exploitant.

Lyon, le 14 MAI 2019

Le Préfet,


Pour le préfet,
Le sous-préfet,
Secrétaire général adjoint,

Clement VIVES